

## Résumés

G.S. SANDHU et J. A. SCHOFIELD: « Un modèle d'impact économique bi-régionale pour la province de la Colombie-Britannique : une approche des matrices de comptabilité sociale. » [“A Bi-Regional Economic Impact Model for the Province of British Columbia: A Social Accounting Matrix Approach.”] Au Canada, la modélisation économique élaborée a été limitée jusqu'à maintenant (i) aux modèles de niveau provincial/territorial et (ii) au niveau sous-provincial ou territorial, aux modèles d'une seule région. Le modèle prototype développé ci-dessous est construit pour deux régions de la province aussi bien que pour la province entière, ce qui représente une amélioration sur les modèles d'une région, qui ne peuvent ni tenir compte des effets que les réactions inter-régionales auraient sur le courant de dépenses, ni permettre des simulations sur l'impact simultané dans les différentes régions et dans la province. De plus, l'analyse et la discussion démontrent la possibilité d'utiliser les données des sondages locaux et des transactions secondaires, avec les données provinciales et nationales (la soi-disant approche 'hybride' à la construction des modèles), ce qui représente une amélioration sur l'utilisation exclusive, au niveau régional, des données des transactions des autres juridictions (l'approche 'synthétique'). Des valeurs simulées sont montrées pour les effets d'un choc exogène sur la production, le produit intérieur brut, le revenu des ménages et l'emploi, aux niveaux régionaux et provinciaux, et sur les recettes fiscales provinciales et fédérales.

O. THOMAS : « Les finances locales influencent-elles la croissance des villes ? Le cas des communes du département du Tarn. » L'objet de cet article est de questionner l'articulation entre finances locales et dynamisme économique des villes. Nous chercherons à vérifier si le choix d'un mode de gestion basé sur une 'convention d'orthodoxie budgétaire' agit positivement sur le dynamisme économique de cette même ville. Nos observations sont constituées de l'intégralité des 324 communes du département du Tarn (France). Nos hypothèses seront testées au moyen de régressions à partir de variables budgétaires, fiscales ainsi que de distance. Les conclusions confronteront impact de la distance, de l'inertie, et de l'orthodoxie budgétaire.

A. BLAY-PALMER: « Qui s'occupe du magasin? La stratégie d'innovation et la recherche agrobiologique au Canada. » [“Who Is Minding the Store? Innovation Strategy and Agro-Biotechnology Research in Canada.”] Les mérites de la recherche fondamentale dans le cadre des systèmes d'innovation nationale sont bien établis; on sait en effet qu'elle génère des connaissances, de l'infrastructure et du capital humain qui permettent de rester en tête de file au niveau de l'innovation. De par le fait qu'elles constituent un avantage compétitif dans une ère où l'économie est fondée sur le savoir, les experts affirment que les connaissances de base sont essentielles au développement économique durable. Toutefois, dans des pays tels le Canada et les États-Unis, les changements de politique rattachant les fonds publics de recherche à la productivité appliquée pourraient être en train de menacer la capacité future d'innovation nationale. Notre étude vise à explorer ces problématiques à l'aide de l'exemple de l'industrie d'agrobiotechnologie canadienne. Les études ne manquent pas de souligner le rôle des multinationales comme influences modifiant la direction et la forme de la recherche au Canada. Elles révèlent des tensions opposant le bien de la société et les politiques publiques et soulèvent des interrogations quant aux conflits entre d'une part un manque de soutien pour l'agrobiotechnologie, et, d'autre part, des politiques gouvernementales qui visent à financer la recherche agrobiotechnologique telle que définie par des corporations. Les études soulèvent également des questions quant au bien-fondé des politiques qui favorisent la recherche appliquée au détriment de la recherche fondamentale, au risque de compromettre la capacité future en innovation du Canada.

S. MARKEY, G. HALSETH et D. MANSON: « Le nord - connecté ou non? Le régionalisme persistant au nord de la Colombie-Britannique. » [“The (Dis?)Connected North: Persistent Regionalism in Northern British Columbia.”] Cet article présente des résultats d'une recherche d'envergure à base communautaire du nord de la Colombie-Britannique, qui fut entreprise afin de révéler les idées des citoyens et citoyennes de ces régions pour améliorer les occasions économiques où ils habitent. Les résultats démontrent que malgré de nombreuses tentatives marginales de promouvoir le développement régional à travers la Colombie-Britannique, les résidents du nord maintiennent une volonté résilient et reconnaissent une impérative économique importante de collaborer dans la région. Nous présentons une variété de forces motivantes qui interpellent un développement régionale et présentons sept principes, tirés de la recherche à base communautaire, qui permettent d'orienter la structure et les objectifs des initiatives régionales au nord de la C.-B.

H. HODGES: « Une diminution du nombre de visites transfrontalières : Une étude économétrique des visites trans-frontalières à Whatcom County. » [“Declining Border Crossings: An Econometric Study of Border Crossings in Whatcom County.”] Le nombre de personnes qui traversent la frontière entre le Canada et les É.-U. est beaucoup moins important aujourd'hui qu'en comparaison avec la situation il y a 10 à 15 années. Ces volumes moins importants sont surprenant vu la force du dollar canadien et le fait que les centres de population des deux côtés

de la frontière sont plus grands aujourd'hui. Pendant plusieurs années, on a pensé que le taux d'échange entre le Canada et les É.-U. avait un impact important sur le nombre de personnes traversant la frontière. Au début des années 1990 quand le dollar canadien était fort, le nombre de visites transfrontalières était relativement élevé. Quand la valeur du dollar canadien a diminuée au milieu et vers la fin des années 1990, le nombre de ces visites a diminué aussi. Toutefois, quand le dollar canadien a commencé à devenir plus fort en 2003, le nombre de visites transfrontalières n'a pas augmenté comme attendu. Un niveau de sécurité à la frontière depuis septembre 2001 et l'arrivée de grands magasins de détail à rabais représentent deux facteurs souvent cités pour ce nombre de visites transfrontalières moins importantes. Il est important d'essayer de comprendre ce déclin dans le nombre de visites transfrontalières si nous voulons prédire les impacts à la frontière des événements tels que les Jeux Olympiques de 2010 et le Western Hemisphere Transportation Initiative (la législation américaine concernant l'obligation d'avoir un passeport). Le modèle présenté dans cet article cible les Canadiens faisant une visite aux É.-U. aller-retour dans la même journée suggère que le prix relatif de l'essence est un facteur principal expliquant pourquoi le dollar canadien fort n'a pas encouragé plus de Canadiens de rendre visite au sud de la frontière. D'autres facteurs pris en considération dans le modèle incluent les prix relatifs de l'habillement, des cigarettes et du lait, ainsi que le niveau de salaires et l'ouverture de nouvelles commerces au Canada. Les ventes par l'internet et le prix relatif des biens électroniques sont pris en compte dans la discussion, mais ne sont pas incorporées dans le modèle. Quelques estimations intuitives suggèrent que le nombre de visiteurs de Canadiens dans la même journée aurait dû augmenter par un coefficient de trois au cours des années récentes, quand en effet il n'y a pratiquement pas eu de l'augmentation. Le modèle présenté dans cet article suggère que même sans le niveau de sécurité plus important à la frontière, l'augmentation du nombre de ces visites aurait dû être seulement de l'ordre d'un facteur de 50 %. C'est-à-dire, l'impact d'un plus grand niveau de sécurité à la frontière n'est pas aussi grand que plusieurs observateurs aimeraient croire. Il peut être aussi important de constater que le rapport entre le nombre de visites transfrontalières et le taux d'échange Canada-É.-U. fut modifié en septembre 2001. L'analyse présentée dans cet article démontre qu'il y avait un rapport statistique relativement fort entre les visites transfrontalières et les taux d'échange avant septembre 2001, et puis pratiquement aucun rapport après cette date.

M. D. RICE et D. I. LYONS: « Les générateurs continus d'affaires : Les chefs de file dans la prochaine vague au Canada. » [“Consistent Business Generators: Urban Leaders in Canada's Next Wave.”] Cette recherche explore l'état actuel de l'économie canadienne en ciblant le développement des grappes de compagnies innovatrices qui se trouvent sur le front du changement dans le pays - les compagnies qui connaissent un développement rapide en termes du taux de croissance de revenu. L'analyse fait la comparaison entre la distribution de ces compagnies 'prochaine vague' pour la période 1998-2004 avec celle des plus grandes compagnies au pays pour la même période. Une analyse de décentralisation démontre

que certaines forces de décentralisation sont à l'œuvre dans cette prochaine vague. Une analyse de centres régionaux démontre que l'activité de la prochaine vague à Vancouver et Victoria en 2002 n'est pas un phénomène éphémère mais qu'elle fait partie d'une tendance de croissance de plus grande envergure dans la région pour la période d'étude entière. Une analyse de cohérence démontre que la région de Toronto incorpore plusieurs hôtes urbains de ces compagnies de la prochaine vague de façon continue, mais que les villes dans la région de Montréal sont des hôtes moins présents de façon continue de la prochaine vague. Enfin, une analyse d'orientation sectorielle fait ressortir la centralité de Toronto et Montréal dans le fonctionnement de l'économie nationale, tandis que le centre régional majeur de Calgary connaît sa réussite la plus importante par rapport à la prochaine vague dans des secteurs qui jouent un rôle mineur dans la croissance de la prochaine vague sur le plan national.

P. DESROCHERS et G.-J. HOSPERS: « Les villes et le développement économique des nations. Un présentation sur le contribution de Jane Jacobs à la théorie économique. » [“Cities and the Economic Development of Nations. An Essay of Jane Jacobs' Contribution to Economic Theory.”] Malgré sa popularité dans de nombreuses disciplines allant de l'urbanisme à la sociologie, les écrits économiques de la théoricienne urbaine Jane Jacobs n'ont eu que peu d'impact. Cet essai se veut à la fois un résumé, une critique et un plaidoyer en faveur de certaines de ses intuitions et hypothèses ayant trait au développement économique.

L'article débute par un rapide survol de la carrière et des écrits de Jacobs. Une attention particulière est portée à certains événements formateurs allant de sa jeunesse dans une région minière en proie à un déclin rapide à son arrivée à New York pendant la dépression économique des années trente en passant par son combat contre les programmes de « renouveau urbain » des années cinquante et soixante. Nous brossons ensuite un portrait rapide des principaux éléments de sa théorie économique où la ville en tant que carrefour de problèmes, d'idées, de produits de toute sorte et d'interactions entre individus ayant des intérêts et des expertises différentes, joue le rôle primordial. Nous discutons dans la section suivante de sa popularité récente auprès de certains économistes du courant dominant qui suggèrent à partir d'une interprétation étroite de ses écrits qu'un tissu économique local plus diversifié que la moyenne favorise davantage la création d'emplois. Bien que ces chercheurs expliquent ces résultats par le transfert de connaissances entre différentes activités économiques, ils n'ont aucune preuve directe pour étayer leur propos. Nous suggérons à cet effet une piste de recherche que nous croyons plus prometteuse, l'examen du processus combinatoire dans l'acte créatif et l'influence qu'un milieu diversifié peut exercer sur cette faculté. Nous discutons finalement de certaines forces et faiblesses de l'apport de Jacobs et concluons que, malgré certaines erreurs factuelles et hypothèses douteuses, son approche multidisciplinaire l'a amené à formuler nombre d'idées originales qui méritent d'être examinées plus en détail même si elles se prêtent mal aux analyses statistiques.

H.B. NGUENDO YONGSI, C.R. BRYANT et F. PIROT : “The Contribution of GIS to the Analysis of the Urban Landscape of an African Metropolis of the Wet Tropics (Yaoundé - Cameroun)” [« Contribution des SIG à l’analyse du paysage urbain d’une métropole d’Afrique tropicale humide (Yaoundé - Cameroun).»] Dans le cadre du programme “Populations et Espaces à Risques SANitaires” (PERSAN) de l’institut de recherche pour le développement (IRD) sur l’étude des diarrhées infantiles à Yaoundé, le mode d’occupation, de contrôle et de gestion du sol urbain a été identifié comme un facteur de risque du moins accélérateur, sinon aggravant des maladies diarrhéiques. La possession des données précises et synthétiques pour objectiver ce facteur de risque ayant fait défaut au début de l’étude, les SIG se sont présentés comme un outil important pour la production de ces données. De fait, à l’aide des techniques et méthodes d’analyse spatiale développées sous ArcInfo, le paysage urbain de Yaoundé a été mis au jour à travers ses deux principales composantes que sont le mode d’occupation du sol, et la densité du bâti.

M. SOUMAHORO: « Les interventions de l’État ivoirien dans le processus de développement en pays Toura : état des lieux et perspective. » Cet article se propose d’étudier les interventions de l’État ivoirien dans le processus de développement en pays Toura. Au niveau national, le rôle de l’État ivoirien dans le développement et dans l’amélioration des conditions de vie du monde rural est très important. Il se traduit par un progrès social du milieu rural avec, cependant, des disparités régionales et locales. Par contre, au pays Toura, le bilan des actions d’intervention de l’État reste peu significatif comparé aux objectifs fixés par l’État lui-même et aux attentes de la population paysanne, et s’explique par les dysfonctionnements des structures étatiques en charge d’encadrer et d’initier le développement local. Une situation qui détériore l’image de l’État, sape les fondements de son action auprès de la population paysanne et pose explicitement le problème de l’intervention de l’État dans le processus de développement. L’État doit-il toujours être un acteur principal ou peut-il devenir un acteur secondaire ?